



## L'Édito - Intelligence Economique : un incontournable pour le monde d'après, par Alexandre MEDVEDOWSKY

Alexandre MEDVEDOWSKY est un ancien élève de l'École Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986). Magistrat au Conseil d'État à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'État en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été élu président du SYNFIGE, le syndicat français de l'intelligence économique en mai 2014

Lorsqu'il y a quelques semaines, alors que la France était placée sous confinement, les équipes d'ESL & Network et d'Antidox ont dû trouver, en télétravail, de nouvelles manières d'exercer leurs missions pour le compte de leurs clients, j'ai proposé à Xavier Desmaison, CEO d'Antidox et à mes collaborateurs et associés de créer une lettre d'information quotidienne qui permettent à nos clients, à nos lecteurs de bénéficier d'expertises, de grilles de lecture, de décryptage à un moment où le Monde affrontait des défis singuliers. Les craintes exprimées en retour étaient nombreuses : aurons-nous des choses à dire tous les jours ? le rythme quotidien va-t-il être dur à tenir ? Combien de temps cela va-t-il durer ?

Notre premier numéro est sorti le 23 mars. 44 numéros de notre lettre ont été publiés. C'est donc la 45ème édition ce soir. 51 contributeurs que je remercie tout particulièrement ont écrit des éditoriaux ou des regards d'experts. Certains étaient des senior advisors d'ESL Network ou d'Antidox, beaucoup d'autres des amis, partenaires, chefs d'entreprises ou personnalités politiques. Chacun a pu s'exprimer librement et apporter une vision, une expertise qui je pense a pu vous être utile.

Nous avions conçu cette lettre d'abord pour nos clients mais nous l'avons finalement diffusée assez largement par les réseaux sociaux et par une mailing list composée de ceux qui voulaient la lire régulièrement. Nous avons eu sur la période entre 10.000 et 15000 lecteurs quotidiens ! Je tiens à remercier chacun d'entre vous pour votre

fidélité et vos encouragements constants.

Cela signifie en tout cas que l'intelligence économique, l'analyse stratégique, la veille et l'analyse digitale sont des outils indispensables sans lesquels les décideurs privés et publics sont vite sourds et aveugles, notamment dans ces périodes complexes où informations et désinformations se croisent et s'entrecroisent.

Nous n'allons pas nous arrêter en si bon chemin. Bien sur le rythme d'une lettre quotidienne ne peut être maintenu. Mais nous voulons poursuivre l'aventure. Les équipes d'ESL & Network et d'Antidox souhaitent poursuivre le travail en commun. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de transformer notre lettre en lettre hebdomadaire. Une fois par semaine, nos équipes et nos experts, et des contributeurs extérieurs, reviendront sur des faits d'actualité économiques, géopolitiques, technologiques pour vous apporter nos grilles de lecture. Cela ne portera plus sur le Covid-19, même si les soubresauts de la crise sanitaire ne sont pas terminés, mais sur l'ensemble des composantes de nos métiers et de nos actualités. J'espère que nous pourrons ainsi maintenir le lien que nous avons créé avec vous.

Je veux remercier toutes les équipes d'ESL & Network et d'Antidox qui ont permis au quotidien ce travail formidable et vous donne donc rendez vous vendredi prochain pour le début d'une nouvelle aventure éditoriale.

## Tableau de suivi de l'épidémie

→ **Situation toujours stable (bis)** - La France enregistre 66 nouveaux décès, contre 65 pour la veille, ce qui confirme la stabilité de la situation. Toutefois, il faut préciser que ces décès sont uniquement ceux dénombrés dans les établissements hospitaliers. Concernant la situation dans les établissements sociaux et médico-sociaux, Santé Publique France devrait actualiser les chiffres dans les prochaines heures.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	101616	1721753	22577	1198	5,9	1
Royaume-Uni	37919	270350	1888	377	14,0	1
Italie	33142	231732	593	70	14,3	0
France	28661	186238	3325	66	15,4	0
Allemagne	8470	182196	672	42	4,6	0
Espagne	27119	237906	1137	1	11,4	0
Chine	4634	82995	0	0	5,6	0
Corée du Sud	269	11402	58	0	2,4	0

### Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)



### Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)



## Regard d'expert - Interview avec Olivier KEMPF

Le Général de brigade Olivier Kempf a mené une carrière militaire autour de trois axes principaux : l'opérationnel (avec de nombreuses opérations au Koweït, en ex-Yougoslavie, en Côte d'Ivoire, en Bosnie, ou au Tchad), les relations internationales (notamment dans le cadre de l'OTAN), et les questions de transformation et de cyber. Il a ainsi été officier de transformation digitale de l'armée de Terre et responsable de la politique de cyberdéfense de l'armée de Terre. De plus il a mené une carrière académique (docteur en science politique, DEA de sciences économiques) et a enseigné dans de multiples établissements comme Sciences Po Paris, HEC, Polytechnique, ou l'École de guerre. Il anime la collection « Cyberstratégie » aux éditions Economica. Il est également directeur associé du cabinet de synthèse stratégique La Vigie, et président de la société de conseil Truchements. Il collabore ainsi avec le secteur privé et les organismes gouvernementaux pour des consultations concernant les questions cyber et numériques, les politiques de sécurité et de défense, ou encore l'évaluation des situations géopolitiques en Europe et au Maghreb.

**Depuis le début de la crise, l'exécutif se réfugie systématiquement derrière des médecins et des scientifiques pour justifier ses décisions. La politique est-elle désormais sous tutelle du discours scientifique ? Quid de la légitimité et de la responsabilité de cette parole ?**

Il y a effectivement eu cette tentation, notamment au début quand le pouvoir a été surpris par l'irruption imprévue de cette pandémie. Dès lors, les services habituels de l'État ont paru débordés et le gouvernement a dû masquer cette difficulté. S'en remettre à des avis scientifiques était une façon de regagner de la légitimité à la suite de la perte de confiance brutale. Mais le rôle d'un pouvoir est de prendre des décisions et dans un régime démocratique, d'obtenir l'assentiment du peuple. La légitimité démocratique étant affaiblie, la légitimité technocratique et bureaucratique ayant failli, il fallait trouver une nouvelle source de légitimité des

décisions à prendre (sans même se prononcer sur la nature de ces décisions).

Bref, le gouvernement était dans l'embarras et ce passage par l'avis scientifique a été un expédient. Peu à peu, les critiques se sont élevées là-contre et le pouvoir est revenu à une mécanique habituelle de prise de décision. Car finalement, nous nous sommes aperçus que l'avis scientifique n'était qu'un avis et qu'il ne résolvait que partiellement l'incertitude. Or, c'est le métier du décideur, où qu'il soit (et donc du décideur politique) que de trancher dans l'incertitude. Quand il n'y a pas d'incertitude, il n'y a pas de décision.

Nous sommes donc depuis revenus à un système plus classique où le politique consulte mais à la fin du processus décide, ce qui suscite forcément des mécontents.

## Regard d'expert - Interview avec Olivier KEMPF (suite)

**Les contradictions des scientifiques en période d'incertitude ne sont-elles pas l'un des facteurs de la montée de la défiance, qui touche autant la science que la légitimité des pouvoirs publics ?**

Absolument, car nous nous sommes aperçus, notamment avec le débat sur la chloroquine, que la démarche scientifique, notamment dans l'inconnu, n'avait pas de certitude. Je n'ai aucun avis sur la chloroquine et ses vertus face au Covid-19. Mais cela a donné lieu à une polémique publique qui est passée par plusieurs canaux : les médias traditionnels, bien sûr, mais aussi les réseaux sociaux. Or, cela vient après plusieurs épisodes similaires auxquels nous n'avons pas prêté attention et qui pourtant relèvent du même rapport nouveau, émotif et sémantique, à la science : je pense ici au débat entre climato-sceptiques et collapsologues, par exemple, ou entre pro- et antivax. Le deuxième cas est moins net car il n'y a qu'un côté qui est radical mais dans le cas du climat, ce qui est frappant c'est que des deux côtés, nous avons des "extrémistes".

Avec la chloroquine, nous sommes arrivés, beaucoup plus rapidement d'ailleurs, à cette radicalisation des opinions. Que le débat scientifique soit "contradictoire" pour reprendre le mot central de votre question, quoi de plus normal ? La démarche scientifique est fondée sur le doute et la remise en cause, qui doit bien sûr être appuyée sur des observations et des modèles explicatifs. La chose nouvelle, c'est que ce débat scientifique (comme tout débat intellectuel) perfuse désormais dans l'espace public qui a lui-même radicalement changé de nature, puisqu'il n'est plus tenu par des médias structurés (sans même parler de leur contrôle éventuel par ces groupes de pression) mais par des réseaux sociaux, qui sont véritablement des médias de masse, aussi bien par leur diffusion (les consommateurs) que par leur émission (les producteurs).

Voici donc cette couche sémantique du cyberspace qui prend une ampleur incroyable et insoupçonnée et où l'émotion règne en maître et vient logiquement affecter des débats qui seraient autrement fondés sur la raison.

**Si le télescopage des calendriers est évidemment fortuit, la loi Avia vient d'être adoptée à l'Assemblée. Cependant, que faut-il penser de ce type de dispositifs législatifs et de leur impact sur les réseaux sociaux. Une manière de rendre ces espaces plus rationnels ?**

C'est d'une certaine façon une conséquence du dernier phénomène que je viens d'évoquer : la massification des réseaux sociaux et l'augmentation du rôle de l'émotion font que des débats apaisés peinent à se tenir. Très vite, les insultes fusent, sur le modèle du point Godwin. Comment donc contrôler ces expressions et empêcher les excès ?

Il y a un mot pour cela, qui n'est pas à la mode mais qui correspond bien à ce qu'on cherche : la censure. Elle n'est pas néfaste par nature et notre société s'est finalement habituée à des lois qui encadrent la liberté d'expression pour éviter tout négationnisme ou toute haine. Par nature, la censure n'est pas populaire mais elle est pourtant nécessaire dans toute société. La grande question tient à son contrôle car si la censure vise à éviter les excès, comment éviter les excès de la censure ?

Pour en venir à la loi Avia, je vois surtout un autre débat (sans même parler de son efficacité ni des menaces qu'elle fait porter indirectement sur les libertés publiques) : c'est le rôle de la puissance publique. En effet, dans le cyberspace, face aux mastodontes des réseaux sociaux, qui a le pouvoir d'exercer cette censure sur ces médias électroniques ? les plateformes... Or, dans le cyberspace, le code est la loi et dans le cas présent, les "conditions générales d'utilisation" (CGU) sont la vraie loi. De facto, ce sont les plateformes qui exercent cette censure et ce contrôle des expressions radicales. La rigueur de la loi intervient après les décisions des plateformes qui suivent leurs propres règles : observez par exemple la pudibonderie de certaines censures de billets sur Facebook... Le pouvoir politique court après le pouvoir privé qui est lui-même un pouvoir technique.

La loi Avia signale finalement la perte de pouvoir du pouvoir...

## Phénomènes d'opinion, stratégies d'influence et tendances en ligne

**Retour à la normale ?** – Trois semaines après la levée du confinement, et à quelques jours du début de « l'étape 2 » du déconfinement, une certaine forme de « retour à la normale » semble désormais s'esquisser. « La liberté va redevenir la règle, et l'interdiction l'exception » a notamment affirmé hier le Premier Ministre Edouard Philippe, en annonçant la fin de la règle des 100 km, la réouverture des parcs et jardins à Paris et la réouverture des bars, cafés et restaurants. Les yeux se rivent désormais vers le 2e tour des municipales le 28 juin prochain et vers les mois d'été – à mesure que les craintes liées à l'émergence d'une deuxième vague passent au second plan derrière le besoin qui se fait jour de reprendre une vie normale.

Puis qu'un monde nouveau, plus écologique, plus égalitaire et plus connecté, c'est le souci de reprendre le fil rompu des anciennes habitudes qui prédomine désormais en cette fin de mois de mai. A la vision irénique d'un monde débarrassé des avions de ligne, des voitures et des usines polluantes, succède désormais l'envie de recommencer à se rendre au cinéma, à fréquenter des centres commerciaux, à remplir les terrasses des bars et des restaurants, en profitant des beaux jours de l'été qui se profile. La société de consommation, de l'hédonisme et des loisirs, qu'on aurait pu croire battue en brèche sous le coup des injonctions à l'hygiénisme et du respect du collectif, veut désormais reprendre ses droits sans le moindre scrupule. Faut-il le déplorer ou plutôt s'en réjouir après deux mois d'angoisse et de solitude ?

Dans le même temps, certaines des idoles et des croyances bâties à la hâte durant la crise, semblent déjà démonétisées. Il paraît de plus en plus probable que les métiers mis en valeur durant la crise (les « héros du quotidien ») ne bénéficieront pas de sitôt d'une véritable revalorisation. La crise économique qui se profile devrait plutôt faire régresser le pouvoir d'achat des classes populaires et renforcer la précarité des emplois non-qualifiés. Glorifiés durant la crise, les héros d'hier risquent pourtant de pointer massivement chez Pôle Emploi. Le télétravail et la digitalisation à marche forcée de l'économie française, qui passaient pour la panacée ultime, font désormais

l'objet de critiques de plus en plus vives. A la souplesse et à la plus grande liberté promises aux salariés succèdent désormais le constat d'un brouillage croissant des limites entre vie professionnelle et vie personnelle, et à un sentiment de perte de sens au travail - quand ses limites en termes de productivité des emplois tertiaires paraissent de plus en plus patentées.

Quant au sentiment d'être uni face au même destin, qui devait s'exprimer dans les salves d'applaudissement quotidiennes de 20h, il a depuis longtemps volé en éclat sous le coup d'innombrables fractures sociales et idéologiques, que nous avons largement chroniquées dans chacune de ces newsletters quotidiennes au cours des derniers mois. La science qui devait nous sauver tous, a encore montré ses limites. La controverse interminable sur l'hydroxychloroquine et les revirements sur les masques, les accusations de corruption visant l'OMS, mais aussi d'innombrables fausses informations sur les vaccins, la 5G ou les puces RFID, auront largement entamé la confiance du public dans la parole scientifique - comme le souligne également Damien Licia. La crise ne pourra aussi être sans conséquences sur la confiance que portent les citoyens dans les institutions. Il est évidemment trop tôt pour quantifier précisément les effets que la gestion de crise de l'exécutif aura à l'avenir - et ce d'autant que le déconfinement apparaît désormais comme une réussite à mettre à son crédit, alors que s'éloigne la perspective d'un reconfinement à court terme. L'incapacité de l'Etat à anticiper la crise et à protéger la santé de ses citoyens, l'état de l'hôpital public et les errements de la communication gouvernementale auront cependant entamé le crédit de l'exécutif et semblent, pour certains observateurs, devoir précipiter inéluctablement le renouvellement des institutions. Un phénomène que les "candidatures" fantaisistes de Cyril Hanouna et Jean-Marie Bigard révèlent aussi en creux.

Nombre de certitudes et de croyance de fortune se seront ainsi évanouies au cours de cette séquence, et il faudra du temps pour mesurer toutes les conséquences de ces dernières semaines. Ce retour à la normale - un trompe l'oeil en réalité - que la France s'offre le luxe d'espérer, risque toutefois d'être rapidement interrompu par les inexorables soubresauts économiques qui s'annoncent. (Jean-Baptiste Delhomme)

**Et à la fin, c'est la science qui perd** – Crise sanitaire oblige, jamais le discours médical et scientifique n'a été aussi central dans le pays. Pourtant, si le pangolin, ou la chauve-souris, on ne sait plus trop bien qui est responsable de quoi, n'étaient pas venus jouer les trouble-fêtes nous devrions présentement discourir doctement de la énième non-titularisation de Karim Benzema en équipe de France. Vrai sujet, vrai débat et vraie controverse. Mais, crise oblige, football, politique et autres controverses dont nous avons le secret, en somme nos principaux sports hexagonaux, ont été remisés au placard.

Au lieu de cela, un autre match a passionné les Français, encore que, en cours de route, comme un Lorient-Guingamp ou un Toulouse-Valenciennes, qui ne nous manquent guère en ces temps de disette sportive, une partie d'entre-eux ait zappé à la mi-temps. À l'heure où cette newsletter quotidienne, débutée le 23 mars, s'apprête à changer de rythme, le match, lui, n'est toujours pas terminé. Alors que tout donnait à penser que la chloroquine et le traitement Raoult étaient menés largement au score, avec une transversale plein axe du *Lancet* pour clôturer la partie, voilà que patatra, sur un superbe retourné acrobatique, la team Raoult recolle au score. Quitte à filer la comparaison footballistique, soulignons également que le débat sur la chloroquine ressemble à s'y méprendre à un match à la Olive et Tom, avec un nombre de joueurs bien peu réglementaire et une longueur du terrain de football qui dépasse, de très loin, les standards habituels. Les passements de jambe, les crochets, transversales et autres grands ponts des uns et des autres, des deux camps, ont fait forte impression. Les Français, qui au demeurant ont toujours eu le goût du duel, qu'ils soient à l'épée, au pistolet ou au sabre, ont beaucoup goûté à ce spectacle de rue pendant le confinement et n'ont pas manqué, pour toute une frange d'entre-eux, de s'identifier à la figure, mi-hussard mi-chevalier, de Didier Raoult.

Pourtant, à l'heure de faire les comptes, et de regarder qui sort perdant, qui sort vainqueur, on peut se demander si ce match n'était pas, aussi et surtout, un jeu à somme nulle, où le gain des uns entraîne irrémédiablement une perte pour la partie adverse.

Les grandes controverses scientifiques sont aujourd'hui des controverses d'opinion et leur lice, n'est ni dans les écoles ni dans les revues scientifiques, mais dans les travées des réseaux sociaux. Comme le montrait Jean-Christophe Gatuingt, co-fondateur de la société d'analyse de l'opinion en ligne Visibrain, Didier Raoult est passé en moins de 2 mois de 0 à 500 000 followers. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le directeur de l'IHU Méditerranée Infection, en compte plus de 557 000. Plus que la plupart des personnalités politiques françaises, plus que la plupart des comptes de dirigeants ou corporate. À la boxe, Didier Raoult et son demi-million de followers auraient gagné aux points, si ce n'est par K.O., devant Philippe Juvin et ses 32 000 followers. Mais voilà, nous ne sommes ni au Stade Vélodrome, ni au Madison Square Garden. La polarisation excessive induite par cette controverse, encore qu'on pourrait nous objecter que c'est bien là le problème de toute controverse, des OGM au glyphosate en passant par le nucléaire, de figer les positions et les postures en deux blocs caricaturaux, a, cependant, fait une victime : la science. Alors certes, la science frôle l'état de mort encéphalique depuis maintenant quelques années, entre corruption de certaines revues et éminents scientifiques, et discours fallacieux de nombres de militants et autres acteurs associatifs, dont le lobbying, plus ou moins étayé, à contribuer à faire le lit du populisme scientifique, versant scientifique de son cousin politique. Pourtant, avec cette centralité du discours scientifique, et avec cet intérêt des Français, bien contraint et forcé d'ailleurs, pour le fait scientifique on aurait pu espérer une *aggiornamento*. Une prise de conscience à même de balayer le vent mauvais qui souffle sur différents champs depuis plusieurs décennies maintenant. Mais entre postures communicationnelles, méthodologies douteuses et études, des deux camps, problématiques, force est de reconnaître que la confusion sort victorieuse. Et la dernière polémique suscitée par l'étude du *Lancet*, dont il est encore difficile de percevoir les tenants et aboutissants, est le dernier clou dans le cercueil. Même si des corrections sont apportées et que des démentis sont formulés, le mal est fait. Dans *Le Figaro* de ce soir Didier Raoult dénonce "les publications scientifiques [...] qui véhiculent de fausses informations". Et pour conclure, en faisant écho à notre dernier article du 27 mai consacré au *fact-checking* sur les réseaux sociaux, on voit à travers cette controverse toute la stérilité et la vacuité des discours prétendant rétablir tout à la fois la vérité et la réalité sur les réseaux sociaux... (Damien Liccia)



## Regard d'expert – Le PIF s'active pendant la crise, par Bertrand BESANCENOT

Bertrand BESANCENOT est senior advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Comme nous l'avons signalé précédemment, le fonds souverain saoudien n'est pas resté inactif durant cette période de crises sanitaire et pétrolière conjuguées.

En effet le PIF a profité de la chute des marchés mondiaux pour investir en mars plusieurs milliards de dollars (7,7 Mds \$), son portefeuille passant d'un peu plus de 2 milliards à près de 10 milliards de dollars.

On peut en retenir, en première analyse, les éléments suivants :

- Il s'agit de prises de participations dans de grandes sociétés cotées, alors que les marchés s'effondraient au premier trimestre ;
- La grande majorité des fonds a été investie aux États-Unis ;
- Avec des investissements dans le secteur pétrolier, le tourisme et l'aviation, le PIF parie sur un large rebond de l'économie mondiale.

Les principales sociétés concernées sont : Uber, BP, Facebook, Boeing, Walt Disney, Cisco Systems, Marriott, Citigroup, Canadian Natural Resources, Bank of America, Suncar Energy, Carnival, Shell, Live Nation Entertainment, Total (0,2%), Pfizer, Starbuck, Qualcomm et Broadcom.

Le document publié par le PIF ne précise pas le moment où les investissements ont été effectués et se contente d'indiquer la valeur des actions à la fin du mois de mars.

Les secteurs des loisirs et des transports ont été naturellement les plus touchés car directement affectés par les mesures de confinement décidées un peu partout dans

le monde.

En réalité les observateurs estiment que les acquisitions ont été effectuées dans la première partie du mois de mars quand la Bourse américaine a perdu 30% de sa valeur, avant l'intervention des autorités fédérales pour stabiliser les marchés financiers. À la fin mars, les actions avaient récupéré la moitié de leur valeur initiale, ce qui justifiait les opérations engagées.

Cette politique du PIF donne une image intéressante des orientations données par le prince héritier saoudien aux gestionnaires du fonds souverain. Comme l'a déclaré son directeur général Yaser Rumayyan, le fonds « regarde toutes les opportunités offertes par la crise économique ». Cela relativise un peu l'objectif déclaré du PIF d'une stratégie d'investissements ciblés sur les nouvelles technologies, susceptibles de faciliter la diversification économique du royaume.

Certes, l'investissement dans Walt Disney ou Live Nation Entertainment est conforme au souhait de développer les loisirs en Arabie ; de même celui dans Carnival (croisières) peut inciter à orienter le tourisme vers l'Arabie.

Toutefois le sentiment prépondérant est que les autorités saoudiennes ont en réalité privilégié - sous les conseils de financiers américains - la saisie d'opportunités boursières, en pariant clairement sur un rebondissement économique et financier rapide, ainsi que sur le partenaire stratégique américain.

L'avenir dira si ce choix était le bon.

## À propos de nous



Xavier DESMAISON,  
CEO  
[x.desmaison@antidox.fr](mailto:x.desmaison@antidox.fr)

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,  
Président du Directoire  
[alexandrem@eslnetwork.com](mailto:alexandrem@eslnetwork.com)

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.

Pour vous abonner à la newsletter, merci d'envoyer un mail à [contact@antidox.fr](mailto:contact@antidox.fr) ou [ibenadibah@eslnetwork.com](mailto:ibenadibah@eslnetwork.com)



# Merci à



Didier  
LE BRET



Bertrand  
BESANCENOT



Philippe  
RECLUS



Dominique  
LEBLANC



Jean-David  
LEVITTE



Olga BELOT-  
SCHETININA



Pierre  
JACQUEMOT



Guillaume  
FARDE



Alain  
JUILLET



Sami  
BAGHDADI



Olivier de MAISON  
ROUGE



Christian  
de BOISSIEU



Jean-Lou  
BLACHIER



Stéphane  
LE BOULER



André  
CHIENG



Alexis  
LOYER



Alexandre  
PAPAEMMANUEL



Omar  
ALAOUI



Claude  
REVEL



François-Bernard  
HUYGHE



Marion  
GUILLOU



Florent  
de CHANTERAC



Olivier  
PASTRE



Emmanuel  
GOUT



Mickaël  
CABROL



Michel  
MEYER



François  
MATTENS



François  
JEANNE-BEYLOT



Jean-Louis  
ATANGANA-AMOUGOU



Noëlle  
LENOIR



Fayçal  
KHALEF



Hichem  
BOUCHOUAREB



Nicolas  
LEVY



Mathilde  
AUBINAUD



Thibault  
LANXADE



Boris  
IMBERT



Jean-Noël  
BARROT



Fabien  
RECH



Bruno  
METTLING



Muriel  
MONGONDRY



Olivier  
CARDINI



Hervé  
GUILLOU



Joël  
RAULT



Olivier  
NASLES



François-Michel  
LAMBERT



El Mouhoub  
MOUHOUD



Gustavo  
de ARISTEGUI



Philippe  
GUIBERT



Nathalie  
FELINES



Olivier  
KEMPF



Céline  
ASTOLFE

**Les équipes d'Antidox et d'ESL & Network tenaient à remercier chaleureusement les contributrices et les contributeurs de la newsletter.**

La qualité de leurs travaux ont permis à notre lettre d'apporter quotidiennement des éclairages pertinents à la situation inédite que nous traversons. La volonté de proposer à notre auditoire une expertise sur les différents champs qui font l'intelligence économique continuera de nous animer dans les lettres hebdomadaires des semaines à venir.



Xavier  
DESMAISON



Alexandre  
MEDVEDOWSKY



Jonathan  
BENADIBAH



Damien  
LICCIA



Jean-Baptiste  
DELHOMME



Thibaut  
CHAIX